

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Stephen Harper, Premier ministre du Canada, et José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, sur les relations euro-canadiennes, franco-canadiennes et québécoises et sur la réaction internationale face à la crise financière, à Québec le 17 octobre 2008.

Monsieur le Premier Ministre, Cher Stephen,

Je veux d'abord te remercier très chaleureusement pour l'accueil que le Canada nous réserve aujourd'hui. Je veux te remercier également pour la très grande convergence de vues que nous avons pu constater, le Président BARROSO et moi-même, dans les discussions avec toi. Convergence sur la crise financière et les façons de s'en sortir. Moi, je pense qu'il est très important que le Canada et l'Europe, nous défendions les mêmes convictions, nous portions les mêmes valeurs dans le sommet qui doit refonder le capitalisme, qui doit réorganiser un système financier mondial. Nous avons besoin d'entendre la voix du Canada, une voix forte pour défendre un capitalisme d'entrepreneurs et non pas de spéculateurs, pour demander la régulation qui n'est pas le contraire de la liberté. Il n'y a pas de liberté sans un minimum de régulation et de supervision. C'est très important que le Premier ministre du Canada soit favorable à ce sommet, comme tu l'as dit récemment et que l'Europe et le Canada nous défendions les mêmes convictions, contre personne, simplement pour poser les bases d'un système qui ne nous conduira pas une nouvelle fois là où cela nous a conduits. Les mêmes causes ne doivent pas produire les mêmes effets.

Avec le Président BARROSO, nous sommes également mandatés pour poser les fondations d'un partenariat économique renforcé entre l'Union européenne et le Canada. Ce sera la première fois que l'Union européenne et le Canada travaillent sur un accord de ce type, global, avec un pays comme le Canada, puisque jusqu'à présent l'Union européenne travaillait dans des accords bilatéraux, de pays à pays, ou dans le cadre de l'OMC. Alors, tout n'est pas facile, il y a des discussions, les marchés publics, les céréales, mais on a convenu, avec le Président BARROSO, qu'avoir de l'ambition sur l'accord que l'on est en train de négocier, c'était plus facile que de ne pas en avoir parce que cela permettrait de présenter un paquet global.

Je rappelle quand même que le commerce bilatéral Union européenne - Canada, c'est plus de 50 milliards d'euros en 2007 et je fais mienne l'analyse du Premier ministre canadien : la réponse à la crise ce n'est pas le repliement frileux de chacun sur ses propres fondamentaux, ce n'est pas le protectionnisme. C'est un point que nous partageons avec le Président BARROSO.

Je voudrais également dire combien nous sommes solidaires du Canada et du lourd tribut que les jeunes Canadiens ont payé en Afghanistan, pour la défense de nos convictions et de notre liberté.

jeunes soldats ont payé un tribut, pour la sécurité de nos continents et de nos libertés, dans la lutte contre le terrorisme. Avec ce qui est arrivé aux jeunes soldats français récemment, croyez bien, chers amis canadiens, que l'on comprend ce que cela représente.

Dans une démocratie comme la vôtre, les épreuves auxquelles vous êtes confrontés, nous l'avons été également mais, en même temps, nous avons une analyse commune. Il faut renforcer l'afghanisation, mais nous n'avons pas le droit de perdre. C'est donc pour vous dire que nous avons une grande complicité de vues entre le Premier ministre canadien, le Président de la Commission et le Président du Conseil et en enlevant ma casquette de Président du Conseil et de Président français, j'ai dit au Premier ministre que je serai très heureux de revenir l'année prochaine, dans un autre contexte, pour visiter une autre partie du Canada. Pour être sûr que tout le Canada voie en toute la France un ami, un partenaire, un allié loyal sur cette terre d'Amérique du Nord où vous avez su tellement bien faire le mélange de ce qu'il y a de mieux aux États-Unis, ce qu'il y a de mieux en Europe et d'en faire quelque chose de très original, qui s'appelle le Canada et qui est un facteur de stabilité, de paix dans le monde. Et le monde en a bien besoin en ce moment, le monde n'a pas besoin de division, il a besoin d'unité. C'est très important pour le Président BARROSO et moi-même de terminer là-dessus, après que nous ayons unifié l'Europe, sur la nécessité de refonder notre système capitaliste, que sur ce continent nord-américain, il y ait le Canada qui soit prêt à apporter sa vision, sa force pour convaincre le monde qu'il doit bouger, pour en tirer les conséquences. Je pense que c'est encore plus important que vous ne pouvez l'imaginer ici, parce que je connais votre histoire, je connais votre amitié, vos alliances mais là, il s'agit de bâtir la gouvernance mondiale du XXI^{ème} siècle, le système capitaliste du XXI^{ème} siècle et on a besoin de pays leader comme le Canada et comme le Premier ministre HARPER dans les prochaines semaines. Il va y avoir beaucoup de travail dans les prochaines semaines.

M. BARROSO - Tout d'abord, Monsieur le Premier ministre, j'aimerais vous féliciter du résultat des élections qui ont eu lieu il y a trois jours et je vous offre mes meilleurs vœux.

Réunion tellement importante qui se réalise comme l'a dit le Président SARKOZY et le Premier ministre HARPER dans un moment particulièrement difficile d'un point de vue international. La vérité, c'est que la crise financière a des effets globaux, elle nous met tous à l'épreuve et ce ne sont que des réponses coordonnées à l'échelle globale qui pourront, dans un premier temps, stabiliser le système financier international, regagner la confiance et, dans un deuxième temps, refonder les bases de ce système pour une meilleure gestion, une meilleure transparence au service de l'économie productive, c'est-à-dire au service de nos citoyens et de nos entreprises. Nous pensons effectivement que cette réforme globale, c'est la meilleure façon de résister aux tendances protectionnistes que le Premier ministre HARPER et le Président SARKOZY ont présentées justement comme une menace que nous devons combattre.

Dans ce sens, j'ai noté avec intérêt le plan économique en six points présenté mercredi dernier par le Premier ministre HARPER, ainsi que son appel à une unité de vues face à la crise financière et aux risques économiques qui en découlent. C'est précisément la stratégie adoptée par l'Union européenne.

Vous savez que demain, le Président SARKOZY et moi-même, nous nous rendons aux États-Unis pour rencontrer le Président BUSH et pour poursuivre les discussions sur cette crise financière mondiale. Au nom de la Commission, je voudrais dire à quel point nous soutenons l'idée lancée par le Président SARKOZY d'une conférence internationale, cet automne. Depuis longtemps, la Commission appelle à un renforcement de la coopération réglementaire internationale.

Il est également crucial que nous prenions toutes les mesures nécessaires pour surmonter le ralentissement économique actuel, pour parvenir à une reprise aussi rapide que possible. Et l'approfondissement de notre partenariat économique avec le Canada s'inscrit parfaitement dans cette perspective.

Voilà pourquoi nous avons également parlé de l'approfondissement de notre partenariat économique. Nous avons l'intention de poursuivre les efforts avec la participation du Canada et de l'Union européenne. C'est un projet ambitieux et nous sommes ouverts à travailler avec le Canada. Le Canada est un des plus anciens partenaires de l'Union européenne et même c'est un

peu le premier pays à signer une entente économique. Mais maintenant, nous devons adapter cette entente économique aux réalités du XXIème siècle. Ce qui a commencé pendant les années cinquante est devenu un partenariat économique très étroit et nous devons coopérer dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la technologie et nous devons unir nos efforts pour combattre les changements climatiques et nous voulons que le Canada nous aide à convaincre d'autres pays à conclure des ententes importantes, l'année prochaine, à Copenhague.

Nous sommes heureux de constater que l'entente sur le transport aérien ait avancé aussi rondement et nous savons que mille emplois vont en dépendre pendant la première année et cela va toucher 3,5 millions de passagers, par la suite. C'est là une étape importante. Le Canada est un partenaire important dans les missions de paix de l'Europe à l'étranger et c'est notamment le cas de la mission en Afghanistan.

Je vous remercie de votre attention, je pense que nous avons fait des progrès très importants aujourd'hui vers le renforcement des relations entre le Canada et l'Union européenne.

QUESTION - Monsieur le Président, on vient d'apprendre que la Caisse d'Epargne vient de perdre 600 millions d'euros. Votre ministre de l'Economie et des Finances s'est déclarée frustrée et découragée. Est-ce que vous aussi, devant cette crise vous êtes frustré et découragé ?

LE PRESIDENT - Non. Je me tiens informé, bien sûr, de cette situation. Mon sentiment, c'est que ce n'est pas acceptable, que tout ceci montre l'inconséquence de l'absence de prise de responsabilités. J'ai dit que devant cette crise chacun devait prendre ses responsabilités, quel que soit le niveau et quelles qu'elles soient ses responsabilités. 640 millions de perdus, c'est suffisant pour que les responsables sachent en tirer les conséquences.

QUESTION - Cette question s'adresse au Président français et au Premier ministre. D'abord, Monsieur SARKOZY, votre visite éclair à Québec, est-ce qu'elle présage une relation France-Québec moins privilégiée ? Peut-on y voir là l'influence de votre ami Paul DESMARAIS ?

Monsieur HARPER, est-ce que vous êtes satisfait de ce nouveau positionnement du Président à l'endroit des relations France-Canada-Québec.

LE PRESIDENT - Peut-être que ce serait bien que je réponde avant Stephen, parce que vous lui demandez s'il est satisfait de moi. Je vais vous dire, ne le prenez pas mal, mais dans votre visite éclair il y a d'abord votre visite. Parce qu'en ce moment, avec la charge que nous avons sur les épaules M. BARROSO et moi-même, je peux vous dire une chose, c'est que l'on s'amuse pas. On a sur le dos l'unité de 27 Etats membres de l'Union. Vous n'imaginez pas, comme moi je n'imaginerais pas ce que cela représente d'investissement personnel, en visites et en déplacements pour convaincre, simplement, Monsieur, pour convaincre. Vous avez observé que nous avons une petite crise à gérer. Il y a plus d'Etats membres de l'Union que de provinces dans ce pays fédéral qu'est le Canada donc je crois, au contraire, que ce qui est important avec le Président BARROSO c'est qu'on ait voulu maintenir la visite parce que, pour nous, l'étape ici c'était important pour les raisons que j'ai indiquées dans mon petit propos liminaire. Franchement, je pense, au contraire, qu'il y avait beaucoup de gens qui me conseillaient de ne pas quitter mon pays, de rester en Europe, de préparer le sommet. Non, c'est très important, on a besoin du Canada. Donc, vous voyez, le même fait, j'en tire la conclusion exactement inverse.

Deuxièmement et je noterai ce que vous dites, donc, si je comprends votre raisonnement, la qualité d'une visite est uniquement la longueur d'une visite. Alors, on va revisiter l'histoire. Moi, j'ai toujours été un ami du Canada. C'est quelque chose de très constant dans ma vie politique parce que le Canada a toujours été un allié de la France, qu'il est membre du G8 et franchement, s'il y a quelqu'un qui vient me dire que le monde aujourd'hui a besoin d'une division supplémentaire, c'est que l'on a pas la même lecture du monde. Et puis, à l'intérieur du Canada et à l'intérieur du Québec, j'aurai l'occasion de m'exprimer et de dire un certain nombre de choses. Mais, je ne vois pas au nom de quoi une preuve d'amour pour le Québec, fraternelle, familiale devrait se nourrir d'une preuve de défiance à l'endroit du Canada.

J'ai suivi de très près ce qu'il s'est passé au Québec, comme ce qu'il s'est passé de très près dans l'ensemble du Canada. Je pense que je ne dois pas être le seul à penser ce que je viens de vous dire. Je suis plus, plus et pas moins, moins ! Je sais parfaitement qu'au Québec, il y a des

francophones qui font partie de notre famille et cela je le sais, mais des francophones de ma famille ne me demandent pas de ne pas considérer le Canada, grand continent en vérité, comme des amis. Et peut-être l'idée que je me fais de la France, c'est un pays qui rassemble et non pas qui divise. C'est un pays qui apaise en étant suffisamment généreux pour dire aux Québécois francophones qui sont de notre famille et pour dire à l'ensemble des autres Canadiens qui sont nos alliés, qu'ils sont nos amis. Finalement, c'était bien sympathique de me poser cette question, il y a un plaisir de pouvoir y répondre parce que, parfois, je lis, j'entends et vous avez cité un nom. Oui, j'ai des amis ici, beaucoup d'amis et je viens le plus souvent que je peux. Vous êtes dans un pays absolument magnifique et j'aime beaucoup la simplicité canadienne, ce mélange -je le disais tout à l'heure- de toutes les qualités, d'audace qu'il y a chez les Américains et, en même temps, ce goût de la culture, parce que quand même il y a des racines européennes là-dedans et ce mélange que vous avez su en faire est très éloigné du sectarisme. Et donc voilà, c'est avec un message d'ouverture que je viens, dans un pays grand comme un continent qui, par son fédéralisme, a décliné aussi un message de respect de la diversité et de l'ouverture.

STEPHEN HARPER - C'est difficile pour moi d'être en désaccord avec cela. Je peux dire seulement que le Président SARKOZY a dit clairement, il a dit la vérité, que le Canada et la France sont des alliés, des partenaires, des amis. C'est une reconnaissance claire de notre relation. Au niveau plus pragmatique, je viens de dire au Président SARKOZY que dans un monde auquel nous devons faire face, c'est difficile d'imaginer pourquoi on veut avoir des tensions entre la France et le Canada. Nous avons des grands défis dans le monde à régler ensemble. Permettez moi d'ajouter une chose et je l'ai déjà dit au Président SARKOZY : il a livré un ardent plaidoyer au sujet des sacrifices qu'ont consenti les Canadiens francophones et je veux qu'il comprenne à quel point tous les Canadiens ont été touchés par ses paroles et les Canadiens comprennent, comme je l'ai déjà dit, que cette grande amitié que le Président SARKOZY éprouve pour le Canada est partagée par les Français.

Je peux dire que les Canadiens anglophones comprennent la nature spéciale de cette relation. La France et le Québec sont plus que des amis, ils sont de la même famille et le reste du Canada apprécie et respecte cette relation spéciale, en même temps.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce qu'après vos entretiens d'aujourd'hui et ceux que vous aurez demain avec le Président BUSH vous espérez obtenir à la fois une date pour le sommet dont vous venez de parler et un accord sur le format de cette réunion ?

LE PRESIDENT - En tout cas, j'espère qu'avec Manuel nous allons progresser. J'ai pas changé d'avis depuis le discours à l'Assemblée générale des Nations Unies. Je pense que la bonne date, c'est avant la fin de l'année et avant la fin novembre et que le format, on en a parlé avec le Premier ministre canadien et le Président de la Commission. Moi, je ne prétends pas du tout avoir la vérité. Je comprends qu'il y ait plusieurs formules. J'avais dit : au moins le G8. Je pense que de ce point de vue, au moins avec le Canada, on est tout à fait sur la ligne et j'ai vu les déclarations du Président BUSH. Il me semblerait quand même étrange de faire un sommet sur les questions monétaires et financières sans la Chine, sans l'Inde, sans le G5. Et puis, je pense que, là aussi, c'est un point où l'on est très proche des faits et puis, bien sûr, il se pose une question : sans doute faut-il un pays arabe, pour parler de cela. Voilà cela compte aussi.

Ce n'est pas très simple mais on va y arriver. Déjà, le principe du sommet est acquis. Le principe avant la fin de l'année, j'ai l'impression que c'est acquis. Il n'y a pas simplement la composition qui reste à débattre, il y a également l'ordre du jour, c'est très important l'ordre du jour. Nous avons la volonté que ce ne soit pas simplement quelques principes un peu vagues. Il faut avancer, il faut faire beaucoup plus précis, un ordre du jour très ambitieux et des propositions très pragmatiques. Voilà, en tout cas, la discussion de samedi soir va servir à faire avancer les choses et comme je l'avais indiqué, nous continuons notre tour de monde, José Manuel et moi sans défaire nos valises et cela nous amènera en Asie, la semaine prochaine. Pour convaincre nos amis en Asie, il y aura toute l'Europe, du même ordre du jour, de la même composition. Donc, cela progresse. On n'est pas encore au bout, mais cela progresse.

STEPHEN HARPER - Je voudrais ajouter seulement qu'il faut fixer une date aussi vite que possible. Nous avons discuté plusieurs des considérations liées à cette réunion mais c'est

possibles. Nous avons discuté plusieurs des considérations liées à cette réunion mais c'est essentiel de poursuivre et nous apprécions tous et toutes l'initiative et le leadership montré par le Président SARKOZY devant cette crise.

QUESTION - Monsieur HARPER, êtes-vous d'accord avec Monsieur SARKOZY pour dire que les négociations doivent porter essentiellement sur la refondation des bases du capitalisme ? Vous pourriez peut-être nous en parler un peu plus ? De façon plus pratique, les économistes disent qu'il sera inévitable que le Canada retombe en déficit. Pourquoi êtes vous d'accord avec cela ? Pourquoi allez-vous prendre des mesures comme aussi des taxes pour l'éviter ?

STEPHEN HARPER - J'aurais dû d'abord répondre à la première partie de votre question. Je crois que le Président SARKOZY a voulu exprimer deux idées. Le monde est globalisé, il est très différent de celui dans lequel ont été établies les institutions financières, par exemple, les institutions de BRETTON WOODS. Notre capacité d'agir n'a pas suivi, nous en voyons les conséquences aujourd'hui. Il faut donc établir une nouvelle infrastructure. Monsieur le Président SARKOZY a également dit, j'espère que je ne lui fais pas dire ce qu'il n'a pas dit, mais nous avons traversé une période, au début de notre histoire, où il y avait un capitalisme sauvage, un capitalisme sans règles, un capitalisme sans informations exactes. Donc, on a vu cela à l'échelle nationale, on a vu que cela entraîne des problèmes et voilà pourquoi nous avons trouvé des solutions à l'échelle nationale et internationale et nous devons faire la même chose aujourd'hui. L'argent traverse les frontières ce qui peut entraîner une certaine instabilité, ce qui ne veut pas dire que le capitalisme soit déficient, c'est qu'il faut établir une meilleure infrastructure pour les marchés internationaux. Je pense que nous devons travailler là-dessus. Nous pensons que le Canada s'est très bien tiré de cette crise jusqu'à maintenant, à cause de son système bancaire entre autres et nous pouvons proposer des idées au reste du monde pour ce qu'il faut faire dans l'avenir. À la lumière de ce que j'ai vu jusqu'à maintenant, je ne vois pas pourquoi le gouvernement du Canada ne pourrait pas maintenir un budget équilibré cette année. Certains spéculent au sujet de ce qui arrivera dans les années à venir mais nous n'avons pas toute l'information voulue pour faire de telles spéculations, en ce moment. Je tiens à dire très clairement que le gouvernement canadien va continuer à adopter des politiques financières responsables et que le gouvernement du Canada veillera à ce que toutes les mesures qu'il prend, soient dans l'intérêt des Canadiens.